

**Le conseil du territoire
PARIS TERRES D'ENVOI**

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois
(Seine Saint-Denis)

REPUBLIQUE FRANCAISE

REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DE TERRITOIRE

Nombre de membres en exercice : 80

Présents : 54

Excusés : 14

Absents : 12

REUNION DU 26 FEVRIER 2024

Le président certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)
Affiché le :

L'an **DEUX MILLE VINGT-QUATRE**, le **LUNDI VINGT-SIX FEVRIER** à **VINGT HEURES**, le conseil de territoire, dûment convoqué le **VINGT FEVRIER DEUX MILLE VINGT-QUATRE**, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Antoine de Saint-Exupéry (anciennement Pierre Peugeot), 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de monsieur Bruno BESCHIZZA.

**ETAIENT
PRESENTS**

M. ATTIORI Olivier, M. BAILLON Jean-François, Mme BELMOUDEN Fatima, M. BESCHIZZA Bruno, M. BORSALI Jean-Baptiste, Mme BRAIHIM Marwa, M. CANNAROZZO Frank, M. CARRE Julien, M. CHANTRELLE Laurent, M. CHAUSSAT Jacques, M. CHAVAROC Grégory, M. CHERIGUENE Abdelouaheb, Mme DE CARVALHO Virginie, Mme COLLET Marie-Claude, M. DACHIVILLE Romain, M. EL KOURADI Fouad, Mme ELSODY Arhella, Mme FILIPOVIC Biljana, M. GEFFROY Philippe, M. GESELL Quentin, M. GODARD Jacques, Mme HERSEMEULE Carmen, Mme JAOUANI Amel, M. JIAR Youssef, Mme LAGARDE Aude, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. LASTAPIS Michel, Mme LEFEVRE Bénédicte, Mme LEMARCHAND Brigitte, Mme MABCHOUR Najet, Mme MABIRE-LOISON Myriam, M. MANGIN Anthony, M. MARAN Max, Mme MAROUN Séverine, Mme MEKKI Chérifa, Mme MENDES Odette, M. MIGNOT Didier, M. MILLARD Jean-Luc, Mme MISSOUR Sabrina, Mme MOREAU Chantal, M. MOULINNEUF Serge, Mme PERRON Christine, Mme PINHEIRO Amélie, M. PRUNIER Gérald, M. RAMADIER Alain, M. RANQUET Jean-Philippe, Mme ROLAND IRIBERRY Nelly, M. SAULIERE Gilles, M. SIBY Oussouf, M. TURBIAN Julien, Mme VALLETON Martine, Mme VERTE Monique, M. ZANGRILLI François.

EXCUSES

Mme ADLANI Farida, M. ASENSI François, M. BELOUCHAT Rachid, Mme BOUTHORS Jacqueline, M. CAHENZLI Denis, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, Mme DUBOE Nicole, Mme FAOUZI Hanane, M. GUYON Olivier, Mme LAGNEAU Muriel, M. MARQUES Paulo, M. MORIN Sébastien, M. VAZ Micaël, Mme YERRO Georges-Marie,

**AYANT
DONNE
POUVOIR A**

Mme VALLETON Martine, Mme de CARVALHO Virginie, M. SIBY Oussouf, Mme ELSODY Arhella, M. RAMADIER Alain, Mme BELMOUDEN Fatima, M. TURBIAN Julien, M. SAULIERE Gilles, Mme JAOUANI Amel, M. DACHIVILLE Romain, Mme MOREAU Chantal, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, Mme HERSEMEULE Carmen, Mme MENDES Odette,

ABSENTS

Mme ABDELLAOUI Leïla, Mme BENAMOUR Mériem, M. BOUMEDJANE Karim, Mme BOUR Patricia, M. FERREIRA Lino, M. HAN Bo, Mme KHATIM Karima, M. LAPORTE Pierre, M. MEIGNEN Thierry, Mme MEYER Karine, Mme SAGO Aïssa, Mme YOUSSEF Mélissa,

**SECRETAIRE
DE SEANCE** M. EL KOURADI Fouad

DELIBERATION N°15 – URBANISME – APPROBATION DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE N°9 DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE TREMBLAY-EN-FRANCE ET BILAN DE LA MISE A DISPOSITION

Le conseil de territoire,

Après avoir entendu l'exposé de madame Virginie de CARVALHO,

- Vu** le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.5219-5 ;
Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.153-23, L.153-36 et suivants, L.153-45 et suivants, R.153-20 et R.153-21 ;
Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) ;
Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et création, dans le périmètre de la Métropole du Grand Paris, au 1^{er} janvier 2016, des établissements publics de coopération Intercommunale dénommés établissements publics territoriaux (EPT) et qui prévoit que ces derniers sont compétents en matière de PLU ;
Vu l'ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 relative à la partie législative du livre 1^{er} du code de l'urbanisme et le décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre 1^{er} du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme (PLU) ;
Vu le décret n°2015-1212 du 30 septembre 2015 constatant le périmètre, fixant le siège et désignant le comptable public de la Métropole du Grand Paris ;
Vu le décret n° 2015-1660 du 11 décembre 2015 relatif à la Métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Aulnay-sous-Bois ;
Vu la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN) ;
Vu la loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique, dite loi «ASAP» ;

Accusé de réception, date de la loi : 08/03/2024
093-200058097-20240226-15-26-02-2024-DE
Date de télétransmission : 08/03/2024
Date de réception préfecture : 08/03/2024

Vu la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets ;
Vu le PLU de Tremblay-en-France approuvé par délibération n°11-101 du conseil municipal le 30 mai 2011 ;
Vu la modification n°1 approuvée par délibération n°13-148 du conseil municipal le 19 septembre 2013 ;
Vu la modification simplifiée n°1 approuvée par la délibération n°2014-232 du conseil municipal le 18 septembre 2014, les modifications simplifiées n°2 et n°3 par les délibérations n°2015-137 et n°2015-138 du conseil municipal le 25 juin 2015, les modifications simplifiées n°4 et n°5 approuvées par les délibérations n°22 et n°23bis du conseil de territoire le 20 mars 2017, la modification simplifiée n°6 approuvée par délibération n°94 du conseil de territoire le 3 juillet 2017, la modification simplifiée n°7 approuvée par délibération n°13 du conseil de territoire le 9 avril 2018 et la modification simplifiée n°8 approuvée par délibération n°10 du conseil de territoire le 1^{er} mars 2021 ;
Vu la déclaration de projet n°1 emportant mise en compatibilité du PLU approuvée par délibération n°118 du conseil de territoire le 3 octobre 2016 ;
Vu la mise en compatibilité à la suite du décret ministériel n°2017-186 du 14 février 2017 déclarant d'utilité publique et urgents les travaux nécessaires à la réalisation du tronçon de métro automatique du réseau de transport public du Grand Paris reliant les gares du Bourget RER au Mesnil-Amelot, et correspondant à la ligne 17 Nord ;
Vu l'arrêté préfectoral n°2021-0790 du 30 mars 2021 déclarant d'utilité publique le projet de réalisation de la maison d'arrêt de la Seine-Saint-Denis et emportant mise en compatibilité du PLU de la commune de Tremblay-en-France ;
Vu la mise à jour n°1 par l'arrêté n°2021-015 du conseil de territoire le 28 octobre 2021 ;
Vu l'arrêté n°2023-005 en date du 16 mars 2023 prescrivant la procédure de modification simplifiée n°9 du plan local d'urbanisme de Tremblay-en-France ;
Vu l'avis conforme de la Mission Régionale d'Autorité environnementale d'Ile-de-France N°MRAe AKIF-2023-113 du 13 septembre 2023 concluant à l'absence de nécessité d'une évaluation environnementale de la modification simplifiée n°9 du PLU de Tremblay-en-France après examen au cas par cas ;
Vu la délibération n°130 du 9 octobre 2023 valant décision de non-réalisation d'une évaluation environnementale de la procédure de modification simplifiée n°9 par suite de l'avis conforme de l'autorité environnementale ;
Vu la délibération n°131 du 9 octobre 2023 relative à la définition des modalités de mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée n°9 du PLU de Tremblay-en-France ;
Vu l'avis favorable sous réserve de la Commission locale de l'eau du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) de Croult-Enghien-Vieille Mer formulé le 16 octobre 2023 ;
Vu l'avis sans observations de la ville de Villepinte formulé le 20 octobre 2023 ;
Vu l'avis sans observations de la Société du Grand Paris formulé le 24 octobre 2023 ;
Vu l'avis sans observations du SEDIF formulé le 2 novembre 2023 ;
Vu l'avis du conseil départemental de la Seine-Saint-Denis formulé le 7 novembre 2023 ;
Vu l'avis sans observations de la Chambre d'Agriculture formulé le 10 novembre et réceptionné le 20 novembre 2023 ;
Vu l'avis favorable de la ville de Villeparisis formulé le 18 décembre 2023 et réceptionné le 21 décembre 2023 ;
Vu l'avis sans observations du SIAAP formulé le 19 décembre 2023 et réceptionné le 21 décembre 2023 ;
Vu le dossier de mise à disposition ;
Vu l'observation du public formulée lors de la mise à disposition ;
Vu le bilan global de la mise à disposition et de la consultation des personnes publiques associées, précisant les ajustements apportés au projet de modification du PLU après mise à disposition et soumis à approbation, ci-annexé ;
Vu le dossier de modification simplifiée, ci-annexé.

Considérant que l'EPT Paris Terres d'Envol a prescrit la procédure de modification simplifiée n°9 du plan local d'urbanisme de Tremblay-en-France afin de permettre la réalisation de la ligne 17 Nord du réseau de transport public du Grand Paris sur le territoire communal.

Considérant que la modification simplifiée n°9 vise à :

- Permettre l'implantation d'installations classées pour la protection de l'environnement uniquement soumises à déclaration et nécessaires à la réalisation de la ligne 17 Nord au sein de la zone 1AUZ et du secteur Uec.
- Supprimer les emplacements réservés n°6, 9 et 10.

Considérant que l'ensemble des modalités de mise à disposition a bien été respecté.

Considérant qu'à l'issue de la mise à disposition du dossier, qui s'est déroulée du 14 novembre au 15 décembre inclus, il a été recueilli une observation sur le registre papier situé en mairie et aucune sur le registre dématérialisé et via l'adresse électronique ou encore sur le registre situé au siège administratif de l'EPT Paris Terres d'Envol.

Considérant que l'observation recueillie ne concerne pas l'objet de ladite procédure.

Considérant que le projet de modification simplifiée a été notifié aux personnes publiques associées conformément aux dispositions de l'article L.153-40 du code de l'urbanisme.

Considérant les avis des personnes publiques associées émis sur le projet de modification simplifiée n°9 du PLU.

Considérant qu'à l'issue de la consultation des personnes publiques associées, une remarque a été formulée par la Commission Locale de l'Eau du SAGE de Croult-Enghien-Vieille Mer à propos de la prise en compte des zones humides, et que le dossier de modification du PLU a été ajusté en ce sens.

Considérant que cette évolution apportée au dossier ne bouleverse pas l'économie générale du projet de modification simplifiée n°9 du PLU de Tremblay-en-France et qu'elle entre dans le champ d'application de la procédure de modification simplifiée conformément à l'article L.153-45 et suivants du code de l'urbanisme.

Considérant que le bilan global de la mise à disposition et de la consultation des personnes publiques associées est favorable, du fait de la non-opposition de ces dernières et du public ainsi que de la prise en compte dans l'évolution du projet d'une réserve émise par l'une des personnes publiques associées concernant ce projet.

Considérant que le projet de modification simplifiée n°9 du PLU est donc prêt à être approuvé en application de l'article L.153-47 du code de l'urbanisme.

Après avoir délibéré,

- **Tire** le bilan de la mise à disposition qui n'a fait apparaître aucune opposition au dossier de la modification simplifiée n°9 du plan local d'urbanisme (PLU) de Tremblay-en-France, tel que présenté au dossier ci-annexé.
- **Approuve** la modification simplifiée n°9 du PLU de Tremblay-en-France tel qu'annexé à la présente.
- **Précise** que le dossier de modification simplifiée n°9 du PLU de Tremblay-en-France tel qu'approuvé par le conseil de territoire, sera tenu à la disposition du public en mairie de Tremblay-en-France (Division urbanisme de la mairie de Tremblay-en-France – 18 boulevard de l'Hôtel de Ville, 93290 Tremblay-en-France) ainsi qu'au siège administratif de l'établissement public territorial Paris Terres d'Envol situé 50 allée des impressionnistes – 93420 Villepinte, aux heures d'ouverture au public et sur son site internet <https://www.paristerresdenvol.fr>.
- **Précise** que, conformément aux dispositions prévues aux articles R.153-20 et R.153-21 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage au siège de l'EPT Paris Terres d'Envol et en mairie de Tremblay-en-France pour une durée d'un mois et que mention de cet affichage sera inséré en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.
- **Précise** que la présente délibération sera publiée au registre des actes administratifs de l'EPT Paris Terres d'Envol.
- **Précise** que cette délibération sera exécutoire à compter de sa publication et de sa transmission à l'autorité administrative compétente de l'Etat, conformément à l'article L.153-48 du code de l'urbanisme.
- **Précise** que la présente délibération sera transmise :
 - au Préfet de Seine-Saint-Denis,
 - au Maire de Tremblay-en-France.

Adopté à la majorité

(65 voix pour, 2 voix contre :

Jean-François BAILLON,

Nelly ROLAND IRIBERRY,

1 abstention : Rachid BELOUCHAT)



Le Président
Bruno BESCHIZZA